Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

Il a fallu une interpellation unanime des représentants du personnel pour que ce CDEN se tienne une semaine après le CSA au cours duquel Monsieur l'Inspecteur d'Académie a présenté son projet initial, au lieu du lendemain initialement prévu.

Vous conviendrez avec nous, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, que ce délai était bien utile puisqu'il aura permis de faire évoluer votre projet dans la bonne direction, et nous parlons notamment de l'ouverture provisoire d'un poste à l'école élémentaire des Plantiers à Manosque.

Ceci montre d'une part que la mobilisation des enseignant·es et des parents d'élèves est utile dans ce processus, et d'autre part que la précipitation est néfaste à l'exercice démocratique.

Les parents et les enseignant·es des quartiers populaires nous envoient un signal fort : celui que la lutte paie, même dans un contexte défavorable, celui d'une dotation minimale et insuffisante, même dans l'adversité quand tout semble déjà acté, et même quand, c'est suffisamment rare pour être souligné, aucun élu local, ni le maire ni le conseiller départemental, qui se trouvent en l'espèce être la même personne, n'expriment le moindre soutien.

Du fin fond de la vallée du Jabron, dans le contexte opposé du rural isolé, la mobilisation de la communauté éducative nous envoie le même signal. Des familles et des habitant·es déterminés à sauver leur école de village ont eu gain de cause face à un projet qui n'aurait qu'une conséquence à long terme : la dévitalisation des villages.

Ce message, tous les parents d'élèves, les élus, les enseignants et les habitants du département doivent l'entendre : il n'y a pas de fatalité face à la violence de l'ordre néo-libéral ni à la fausse rationalité économique qui entend sabrer dans les services publics pour que Monsieur Bernard Arnaud puisse continuer à engranger les milliards (289 à ce jour).

Dans un contexte national et international glaçant, dans lequel les digues démocratiques semblent sauter les unes après les autres, tous·tes celles et ceux qui se sont mobilisés localement pour un service public d'éducation plus juste, plus équitable et plus accessible méritent d'être salués et imités partout où les circonstances l'exigent, nous en les remercions.